

**Notice de sélection d'un Consultant International chargé d'appui à l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre et du suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) en République Centrafricaine**

**IC/20./PARCPS AI/2022**

Date : 08 avril 2022

**Pays : République Centrafricaine**

**Intitulé de la mission : RECRUTEMENT D'UN EXPERT INTERNATIONAL POUR APPUYER LA PARTIE NATIONALE À DISPOSER D'UNE STRATÉGIE DE MISE ŒUVRE ET DU SUIVI DES ODD**

**Durée de la mission : Deux semaines (30 jours calendaires ( 1mois)**

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail [achats.cf@undp.org](mailto:achats.cf@undp.org) avec mention de la référence et intitulé du dossier. Toute demande de renseignement sera adressée à l'adresse e-mail : [procurement.cf@undp.org](mailto:procurement.cf@undp.org)

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le 21 avril 2022.**

## **I. CONTEXTE**

L'Agenda global 2030 adopté en Septembre 2015 par l'ensemble des pays membres des Nations Unies (ONU), a représenté un engagement ferme par les dirigeants du monde tout entier pour adresser les problèmes les plus difficiles auxquels le monde est confronté. Les Objectifs pour le Développement Durable(ODD) ont pour principale ambition d'influencer le cours de l'histoire de l'humanité au cours des quinze prochaines années. Ils abordent des questions telles que la pauvreté, les inégalités et le chômage, la paix, la justice et les institutions qui sont plus cruciales en Afrique. La mise en œuvre de cet agenda nécessitera la participation de tous et à tous les niveaux, dans l'esprit « de ne laisser personne derrière ».

Chaque partie prenante ou acteur en l'occurrence, organisations de la société civile, secteur privé, partenaires au développement ont un rôle important à jouer dans l'encouragement des gouvernements nationaux à formuler de bonnes politiques et d'intégrer cet agenda dans les stratégies nationales de développement. Le concept "ne laisser personne derrière" signifie que dans le suivi des progrès, aucune cible sera considérée comme atteinte à moins de satisfaire tous les groupes sociaux et économiques, en particulier les plus pauvres et les plus marginalisés, les jeunes, les femmes et les enfants. Chaque pays est donc appelé d'adosser ces objectifs dans sa politique nationale de développement.

Or, l'adoption de cet agenda mondial de développement a coïncidé avec la période de la transition politique en République Centrafricaine, période pendant laquelle toute l'attention était focalisée sur le processus du retour à l'ordre constitutionnel qui a été couronné avec le succès des élections présidentielles et législatives.

Dès le retour à l'ordre constitutionnel, le Gouvernement a organisé en juin 2016, le lancement officiel des activités des ODD au niveau politique. Le Gouvernement s'est également engagé dans un processus global de reconstruction du pays à travers une politique volontariste et consensuelle à travers l'élaboration du plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA), avec l'appui des Nations Unies, de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne. Ce plan est décliné en trois piliers que sont : (i) soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation ; (ii) renouveler le

contrat social entre l'Etat et la population ; (iii) assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Ce plan a été présenté à la conférence des donateurs et des investisseurs à Bruxelles le 17 Novembre 2016 et a requis l'adhésion de la communauté internationale. Dans l'esprit de cette solidarité, le pays est désormais établi sur la trajectoire du relèvement, de la consolidation de la paix et de la relance de son économie.

En plus de certains engagements internationaux allant dans le sens de l'efficacité de l'aide aux quels le pays a souscrits entre autre, la déclaration de Paris, le partenariat de Busan ..., membre du groupe des Pays fragiles (g7+) touchés par des conflits et du dialogue international pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat, le pays s'est engagé aussi à utiliser les principes du New Deal pour l'atteinte de ces ODD à l'horizon 2030.

En vue d'engager toutes les parties prenantes dans le processus, il a été organisé tout d'abord, un atelier de sensibilisation et de plaidoyer autour des ODD, le 09 Juin 2017. Cet atelier a connu la participation d'environ 120 personnes, représentant des Départements ministériels, les Institutions de l'Etat, les organisations de la société civile, le secteur privé ainsi que les partenaires internationaux. Un autre atelier a été organisé le 12 Septembre 2017 à l'Université en faveur des étudiants, les Enseignants, les hauts cadres du Ministère en charge de l'Education Nationale et ceux du Ministère de la Communication. Cet atelier a réuni plus de Cinq Cents (500) participants.

## II. JUSTIFICATION ET OBJECTIF DE LA MISSION

### ➤ Justification

Après les travaux d'alignement, d'harmonisation des indicateurs, et d'identification des cibles à l'horizon 2030 et enfin dans la perspective de l'élaboration du prochain rapport national en 2022, Le Gouvernement envisage l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre des ODD, étape très importante dans le processus. Cette stratégie nationale lui permettra de mettre en œuvre et de suivre les ODD pour les neuf (9) prochaines années, la décennie d'action (2020-2030).

C'est à ce titre que le PNUD est sollicité pour mettre à la disposition de la Coordination nationale des ODD, de l'expertise internationale et nationale dans le domaine.

### ➤ Objectif

L'appui sollicité a pour objectif global de disposer d'une stratégie nationale pouvant permettre à la coordination nationale de mise œuvre de bien conduire et suivre la mise en œuvre des activités des ODD allant de la domestication à la priorisation des ODD, du choix des indicateurs aux cibles en relation avec le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA), tel que recommandé.

Plus spécifiquement, l'appui de l'expertise vise à:

- formaliser une stratégie nationale claire et détaillée pouvant permettre de mettre en œuvre les ODD;
- En relation avec le contexte national, aider à une bonne planification des activités ODD et les nuancer avec les objectifs stratégiques du RCPCA ;
- Aider à l'élaboration d'une feuille de route nationale pour la mise en œuvre et le suivi des ODD : un dispositif d'actions et de collaboration qui permettra une action collective de l'ensemble des acteurs dans la mise en œuvre et le suivi des ODD.

## III. METHODOLOGIE ET ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### ➤ Méthodologies

L'expert international pourra débiter le travail en préparant la documentation sur la base des information qui

seront mises à sa disposition par un ou des experts nationaux via le secrétariat technique de la Coordination nationale des ODD du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale et les points focaux sectoriels nationaux ainsi que l'Unité de Politique et Stratégie du PNUD. Les séances de travail pourront être organisées sous forme d'atelier de formation.

L'élaboration de cette stratégie s'appuiera sur les informations tirées du RCPCA, en élaborant un lien direct avec les Objectifs de Consolidation de la Paix du New Deal et de tout autre document de politique sectorielle ou d'études thématiques jugés pertinents.

### ➤ **Organisation et calendrier de l'étude**

#### *Responsabilités:*

Le processus d'élaboration de la stratégie sera conduit sous la supervision directe de l'Economiste National du PNUD et l'autorité technique de la Coordination nationale de mise en œuvre et du suivi des ODD.

Le PNUD Metra à disposition et fournira l'appui nécessaire pour l'organisation des ateliers et des différentes séances de travail.

#### *Calendrier:*

La formulation de la stratégie de la mise en œuvre des ODD s'étalera sur une période de **trois (3) semaines ou un (1) mois**. Un calendrier détaillé des différentes activités sera proposé par l'Expert International qui sera recruté à cet effet pour adoption par la Coordination Nationale des ODD.

## **IV. RESULTATS ATTENDUS**

### **Résultats attendus**

- (i) La stratégie nationale de mise en œuvre et de suivi des ODD est élaborée et validée;
- (ii) La Coordination nationale de mise en œuvre et du suivi dispose d'un outil lui permettant d'assurer efficacement la mise en œuvre et le suivi des ODD;
- (iii) La feuille de route de la mise en œuvre et le suivi des ODDs assorti d'un Plan de travail qui permettra une action collective de l'ensemble des acteurs est finalisée et adoptée.

## V. LIVRABLES ET MODALITES DE PAIEMENT

PRODUITS	Paiement
<p><b>1- Livrables:</b></p> <p>A l'issue de l'appui, les produits suivants devront être disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La stratégie nationale de mise en œuvre des ODD validée et documentée avec l'appui des points focaux sectoriels nationaux est disponible;</li><li>- Une stratégie nationale de suivi des ODD est élaborée et disponible ;</li></ul>	<b>50%</b>
<p>S S</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La feuille de route assortie d'un Plan de travail pour la mise en œuvre et le suivi des ODD est finalisée ;</li><li>- Le rapport de la mission est élaboré et partagé.</li></ul>	<b>50%</b>

## VI. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

### QUALIFICATIONS REQUISES

Pour la réalisation de cette stratégie, il sera fait appel à un Expert international, spécialiste de planification et de stratégie de développement, reconnu pour ses compétences et pour sa connaissance des questions liées à l'intégration des ODD dans les stratégies nationales, la priorisation et la mise en œuvre et le suivi des ODD. L'Expert international devra également, assurer la formation de l'équipe des points focaux nationaux à la démarche et à l'approche des ODD.

#### ➤ **Formation:**

L'Expert devra avoir,

- au moins un diplôme d'un niveau bac + 5 ans en sciences économiques ou équivalent,
- Disposer des formations complémentaires dans d'autres domaines connexes.

#### ➤ **Expérience professionnelle**

- avoir au moins sept (10) années d'expériences dans le domaine de la planification du développement, de la recherche ou du suivi des politiques et stratégies de développement en RCA ou dans des pays à structure économique semblable à la RCA;
- avoir une bonne connaissance de l'approche et de l'intégration des ODD dans les stratégies nationales de développement et de lutte contre la pauvreté ;
- avoir une bonne connaissance des principes d'engagement international dans les pays fragiles ;
- être en mesure de travailler en équipe;
- Avoir conduit au moins trois (2) missions similaires d'appui/consultances antérieures dans le cadre de d'elaboration d'une strategie nationale ou un document de politique sur les ODD.

## VII. CONSTITUTION DU DOSSIER

### Une proposition technique incluant:

- Une lettre de motivation adressée à la Représentante Résidente du PNUD en RCA;

- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales , P11 ;
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

**Une offre financière incluant** : les honoraires du/de la consultant(e), précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

Tous les frais liés à cette mission y compris, entre autres, la traduction de documents, de fournitures de bureau et d'autres coûts envisagés sont couverts par l'expert/e. Ainsi, le budget proposé devrait inclure toutes les dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs d'affectation/fixés.

### VIII. Critère d'évaluation

Critères d'évaluation	Note
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine de la planification du développement, de la recherche ou du suivi des politiques et stratégies de développement en RCA ou dans des pays à structure économique semblable à la RCA;</li> </ul>	<b>25</b>
Disposer d'une formation initiale (Bac+ 5) dans les qualifications requises	<b>20</b>
Avoir conduit au moins trois (3) missions similaires d'appui / consultances antérieures dans le domaine dans les pays en développement	<b>20</b>
<i>i. <b>Proposition technique</b> (note explicative sur compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature, brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée, personnes de références, Un engagement sur honneur de la disponibilité de l'Expert(e) et de sa capacité à respecter les délais de livraison, P11 dûment rempli et signé)</i>	<b>35</b>

### IX. Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

- Les propositions techniques  
Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.
- Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts joint. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

La note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière A} = [(\text{Offre financière la moins disante}) / \text{Offre financière de A}] \times 30$$

Le contrat sera accordé au consultant dont l'offre a été évaluée et acceptée en fonction des critères suivants :

- conformité avec les Termes de Référence de la consultance ;
- Ayant obtenu la note la plus élevée dans l'évaluation combinée de l'offre technique et financière

## **ANNEXES**

Annexe 1 - Terme de Références de la mission

Annexe 2- Tableau des coûts



Tableau des  
coûts.doc

Annexe 3- P11



P11 INDIVIDUAL  
CONTRACT.doc